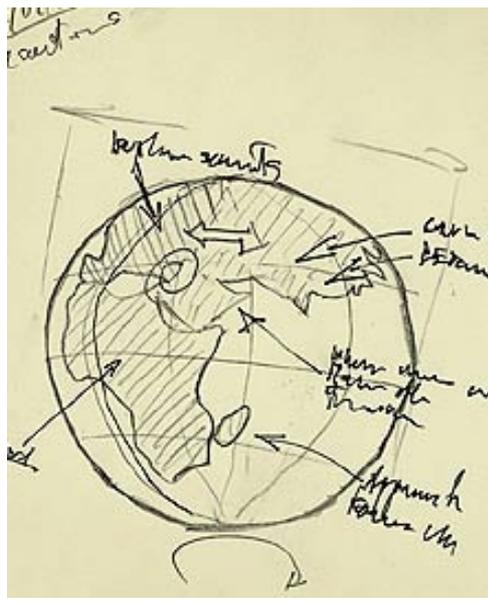


UN PLAN POUR ÉTENDRE L'HÉGÉMONIE US

La Guerre des civilisations



La théorie du complot islamique mondial et du clash des civilisations a été progressivement élaborée, depuis 1990, pour fournir une idéologie de remplacement au complexe militaro-industriel états-unien après l'effondrement de l'URSS. L'orientaliste britannique Bernard Lewis, le stratège états-unien Samuel Huntington et le consultant français Laurent Murawiec en ont été les principaux inventeurs. Elle permet de justifier, de manière pas toujours rationnelle, la croisade états-unienne pour le pétrole.

page 2

Nouvel habillage de la politique impériale

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Mac Thornberry affirme que depuis la chute de l'adversaire soviétique, les élites états-uniennes peineraient à retrouver une unité de vue sur le monde. Il propose donc de s'appuyer sur les théories de Thomas Barnett opposant le monde « connecté » et le monde « déconnecté », c'est-à-dire celui qui ne participe pas pleinement à l'économie globalisée. L'objectif des États-Unis doit donc être d'incorporer ces pays dans le monde globalisé, y compris par la force.

page 10

REPÈRE : 7 JUIN 1980

A deux zéros du conflit nucléaire

En 1960, un système d'alerte précoce du North American Aerospace Defence Command (NORAD) avait déjà détecté un lancement massif de missiles soviétiques contre les États-Unis. En fait, une erreur informatique avait soustrait deux zéros de la détection radar, laissant croire à un lancement de missile à 2 500 km alors qu'il s'agissait d'une réflexion de la lune, située à 250 000 km. Les 3 et 7 juin 1980, un lancement massif de missiles soviétiques est à nouveau détecté, et immédiatement une centaine de B-52 armés de bombes atomiques prend les airs. Leur mouvement est observé par l'URSS qui met ses propres forces en alerte. Pendant 38 minutes, on est à deux doigts du *counter strike* défensif des deux côtés. L'erreur provient d'une puce défectueuse... mais on ne s'en rend compte qu'en 1984, quand le même type de puce ordonne le lancement d'un missile intercontinental Minuteman III dans son silo du Wyoming. Ne pouvant stopper la procédure, le commandant de la base avait alors fait bloquer le couvercle du silo par un char et évacuer la base jusqu'à l'arrêt du compte à rebours. ■



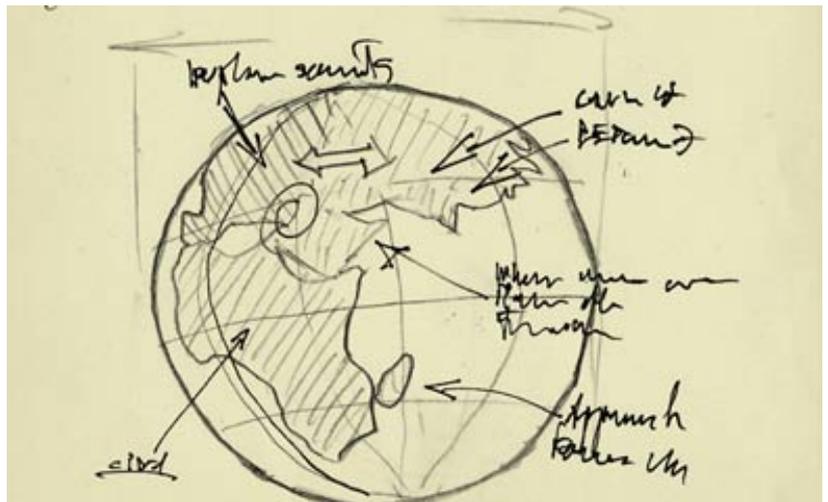
JUDITH MILLER SÉVIT TOUJOURS AU « NEW YORK TIMES »

La semaine dernière, les éditeurs du *New York Times* présentaient leurs excuses à leurs lecteurs pour avoir publié quantité de fausses informations sur l'Irak sous la plume de Judith Miller. Mais loin de condamner sa journaliste, le quotidien la défendait en assurant qu'elle avait été elle-même intoxiquée par Ahmed Chalabi, leader du Congrès national irakien. Mme Miller a donc été autorisée à continuer à publier sa prose dans les mêmes colonnes. Son premier article aura été consacré à la corruption de fonctionnaires de l'ONU par Saddam Hussein. Il est d'une nature bien différente : avant de présenter ses excuses, elle assurait que cette info était vraie parce que confirmée par le crédible Chalabi ; aujourd'hui, elle assure qu'elle est vraie parce qu'infirmée par le menteur Chalabi. ■

Un plan pour étendre l'hégémonie US

La Guerre des civilisations

La théorie du complot islamique mondial et du clash des civilisations a été progressivement élaborée, depuis 1990, pour fournir une idéologie de remplacement au complexe militaro-industriel états-unien après l'effondrement de l'URSS. L'orientaliste britannique Bernard Lewis, le stratège états-unien Samuel Huntington et le consultant français Laurent Murawiec en ont été les principaux inventeurs. Elle permet de justifier, de manière pas toujours rationnelle, la croisade états-unienne pour le pétrole.



Les attentats du 11 septembre 2001, imputés par l'administration Bush à un « complot islamiste », ont été interprétés aux États-Unis et en Europe comme la première manifestation d'un « clash des civilisations ». Le monde arabo-musulman serait entré en guerre contre le monde judéo-chrétien. Cet affrontement ne pourrait trouver de solution que dans le triomphe de l'un au détriment de l'autre, soit celui de l'islam avec l'imposition d'un Califat mondial (c'est-à-dire d'un Empire islamique), soit celui des « valeurs de l'Amérique » partagées avec un islam modernisé dans un monde globalisé.

Une doctrine apocalyptique

La théorie du complot islamique et du clash des civilisations offre une explication holistique du monde. Elle ordonne le monde d'après la disparition de l'URSS. Il n'y a plus d'affrontement Est-Ouest entre deux super-puissances

animées d'idéologies antagonistes, mais une guerre entre deux civilisations, ou plutôt entre la civilisation moderne et une forme archaïque de barbarie.

En posant que l'islam est en guerre contre les valeurs de l'Amérique, cette théorie sous-entend en premier lieu que l'islam n'est pas modernisable. Cette culture est indissociable de la société arabe au VIII^e siècle dont elle perpétue les structures, notamment le statut inférieur des femmes. Elle ne conçoit son expansion que par la violence sur le modèle des guerres du Prophète.

Cette théorie suppose également que « l'Amérique » est porteuse de liberté, de démocratie et de prospérité. Qu'elle incarne la modernité et représente le point ultime du progrès et la fin de l'Histoire.

Le 11 septembre 2001 est la première bataille de cette guerre des civilisations, comme Pearl Harbour est la première bataille de la Seconde Guerre mondiale vue des États-Unis. C'est dire que cette guerre ne ressemble pas aux précédentes. Au cours des deux premières Guerres mondiales, des coalitions militaires se livraient un combat de titans. Au cours de la Guerre froide, les combats militaires sont limités à des zones périphériques, voire à des conflits de basse intensité (guérillas), tandis que l'affrontement central oppose idéologiquement deux super-puissances. Au cours de la Quatrième Guerre mondiale qui vient de commencer, les batailles militaires classiques disparaissent au profit des guerres asymétriques : une unique puissance, leader de tous les États, combat un terrorisme non-étatique omniprésent.

Il ne s'agit pourtant pas d'une guerre entre le despotisme des États et des groupes de résistants, mais bien au contraire d'une insurrection des démocraties contre la tyrannie islamiste qui opprime le monde arabo-musulman et tente d'imposer le Califat mondial.

Cette lutte du Bien et du Mal trouve son point de cristallisation à Jérusalem. C'est en effet là que, à l'issue de l'Armageddon, doit avoir lieu le retour du Christ qui marquera le triomphe de la « *destinée manifeste* » des États-Unis, « *seule nation libre sur terre* », chargée par la Divine Providence d'apporter « *la lumière du progrès au reste du monde* ». Dès lors le soutien inconditionnel à Israël face au terrorisme islamiste est un devoir patriotique et religieux pour tout citoyen états-unien, même si les juifs ne peuvent espérer le salut qu'à travers la conversion au christianisme.

Un complexe

Cet exposé de la théorie du complot islamiste et du clash des civilisations ne force aucunement le trait. Elle est fidèle à la vulgate des médias et des partis politiques aux États-Unis. On peut, bien entendu, s'interroger à la fois sur les préjugés qui la fondent, sa cohérence interne et sa nature irrationnelle.

Les concepts de monde arabo-musulman et de monde judéo-chrétien sont eux-mêmes contestables. Originellement le terme judéo-chrétien ne désigne pas l'ensemble Juifs plus Chrétiens, mais au contraire le groupuscule des premiers Chrétiens lorsqu'ils étaient encore juifs, avant que l'Église ne se sépare de la Synagogue. Mais à la fin des années soixante, c'est-à-dire après le

rapprochement israélo-états-unien et la guerre des Six jours, ce terme prend un sens politique. Il désigne le bloc atlantiste, qualifié d'Occident, face au bloc soviétique, appelé Est.

On observe ici un recyclage des concepts. L'Occident reste à peu près le même aujourd'hui, tandis que l'adversaire n'est plus l'Est, mais l'Orient. Ces concepts n'ont rien à voir, ni avec la géographie, ni avec la culture, mais uniquement avec la propagande. Ainsi, l'Australie et le Japon sont politiquement occidentaux, comme d'ailleurs deux États européens à population musulmane, la Turquie et la Bosnie-Herzégovine. On se heurte d'ailleurs là au plus gros problème : dans de nombreux États, et particulièrement alentour de la Méditerranée, il est impossible de distinguer actuellement civilisation judéo-chrétienne et civilisation arabo-musulmane. La guerre des civilisations suppose donc que l'on suscite des guerres civiles pour séparer les populations. De ce point de vue, une expérience réussie a été réalisée en Yougoslavie. La poursuite et l'achèvement du projet de séparation implique la liquidation de l'idéalisme laïque. Il est donc inévitable, sur le long terme, que la résistance structurelle la plus importante à l'intérieur du camp « *occidental* » soit la République française [1]

Par ailleurs le préjugé selon lequel l'islam est incompatible avec la modernité et la démocratie suppose une grande ignorance. À la fois l'expression monde arabo-musulman souligne que l'islam est aujourd'hui bien plus large que le monde arabe, mais en même temps la représentation que l'on s'en fait est on ne peu plus étriquée. Très rares sont les États-Uniens qui savent que l'Indonésie est le premier État musulman au monde. Peut-on raisonnablement dire qu'Abou Dhabi et Dubaï sont moins modernes que le Kansas ? Peut-on sincèrement affirmer que le Bahreïn est moins démocratique que la Floride ? L'un des ressorts de ce discours est d'assimiler l'islam à l'Arabie du VIIIe siècle, mais vient-ils à l'esprit de quiconque d'assimiler le christianisme à l'Antiquité proche-orientale ?

Corrélativement, cette théorie repose sur la croyance dans « *les valeurs de l'Amérique* ». Et c'est bien de croyance dont il s'agit car comment peut-on tenir en si haute estime un pays dont **la Constitution ne reconnaît pas la souveraineté populaire**, dont le président n'est pas élu mais nommé, où **la corruption des parlementaires n'est pas interdite mais réglementée**, où des justiciables peuvent être tenus au secret, qui entretient un **camp de concentration à Guantanamo**, qui pratique la peine de mort et **la torture**, où **les patrons des grands journaux reçoivent hebdomadairement leurs ordres de la Maison-Blanche**, qui bombarde des populations civiles en Afghanistan, qui **kidnappe un président démocratiquement élu à Haïti**, qui **finance des mercenaires pour renverser des régimes démocratiques au Venezuela et à Cuba**, etc. ?

Enfin, cette théorie est indissociable d'une pensée religieuse à caractère apocalyptique. La révolution américaine est un mouvement complexe où se sont mêlées des idéologies différentes. Mais en définitive, c'est sur un projet religieux qu'ils se sont fondés et c'est de ce projet originel que se réclame l'actuelle administration. Le serment d'allégeance, en vigueur depuis la Guerre froide et actuellement contesté devant la Cour suprême, implique qu'il faut croire en Dieu pour être citoyen des États-Unis. George W. Bush a accédé à la Maison-Blanche en présentant sa foi en Jésus comme programme politique. Il a

professe des croyances fondamentalistes selon lesquelles l'humanité a été créée il y a seulement quelques milliers d'années et sans évolution des espèces. Il a installé un Bureau des initiatives fondées sur la foi à la Maison-Blanche. L'attorney général John Ashcroft a fait sien la devise « *Nous n'avons d'autre roi que Jésus* ». Le secrétaire à la Santé a coupé des programmes prophylactiques au nom de ses convictions religieuses. Le secrétaire à la Défense a embarqué les missionnaires de l'Église du pasteur Graham dans les forces de la Coalition en Irak avec mission de convertir les Irakiens. Etc. Au vu de tout cela, on peut raisonnablement se demander si les États-Unis sont bien un pays moderne, ouvert et tolérant, où s'ils n'incarnent pas le sectarisme et l'archaïsme.

Origine du concept



Bernard Lewis

L'expression « clash des civilisations » est apparue pour la première fois dans un article de l'orientaliste Bernard Lewis, en 1990 aimablement intitulé *Les racines de la rage musulmane* [2]. Le propos est lancé : l'islam ne donne rien de bon et les musulmans en conçoivent une amertume qui se transforme en fureur contre l'Occident. Mais la victoire des États-Unis est certaine, ainsi que la libanisation du Proche-Orient et le renforcement d'Israël.

Agé aujourd'hui de 88 ans, Bernard Lewis est né au Royaume-Uni. Il a suivi une formation de juriste et d'islamologue. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a servi dans les services militaires de renseignement et au Bureau arabe du Foreign Office. Dans les années soixante, il est devenu un expert écouté du Royal Institute of International Affairs où il est apparu comme le spécialiste de l'ingérence humanitaire britannique dans l'Empire ottoman et l'un des derniers défenseurs du British Empire. Mais, en 1974, il a émigré aux États-Unis. Il est devenu professeur à Princeton et a été naturalisé. Il est bientôt devenu un collaborateur de Zbigniew Brzezinski, le conseiller national de sécurité du président Carter. Ils ont ensemble théorisé le concept d'« *arc d'instabilité* » et mis au point la déstabilisation du gouvernement communiste en Afghanistan. En France, Bernard Lewis a été membre de la très atlantiste **Fondation Saint-Simon** pour laquelle il a rédigé, en 1993, un opuscule *Islam et démocratie*. À cette occasion, il a été interviewé par le quotidien Le Monde. Au cours de l'entretien, il s'est appliqué à nier le génocide arménien, ce qui lui a valu d'être condamné par la justice.

Cependant la notion de clash des civilisations a rapidement évolué. Elle est passée d'un discours néo-colonial sur la suprématie de l'homme blanc à la description d'un affrontement mondial dont l'issue est incertaine. Cette nouvelle acception est due au professeur Samuel Huntington qui n'est pas islamologue, mais stratège. Il la développe dans deux articles, *Le clash des civilisations ?* et *L'Occident est unique, pas universel*, et un livre dont le titre originel est *Le clash des civilisations et le remodelage de l'Ordre du monde* [3].

Il ne s'agit plus seulement de se battre contre les musulmans, mais d'abord contre eux, puis contre le monde chinois. Comme dans le mythe des Horiaces et des Curiaces, les États-Unis doivent éliminer leurs adversaires l'un après l'autre pour espérer la victoire finale.



Samuel Huntington

Samuel Huntington est un des grands intellectuels de notre temps. Non pas que ses ouvrages soient rigoureux et brillants, mais parce qu'ils forment le corpus idéologique du fascisme contemporain.

Dans son premier livre, *Le Soldat et l'État*, paru en 1957, il tente de démontrer qu'il existe une caste militaire idéologiquement unie alors que les civils sont toujours politiquement divisés [4]. Il développe une conception de la société où le commerce serait dérégulé, où le pouvoir politique serait détenu par les patrons des multinationales sous la tutelle d'une garde

prétorienne.

En 1968, il publie *L'ordre politique dans les sociétés en changement*, une thèse dans laquelle il affirme que seuls des régimes autoritaires sont capables de moderniser les pays du tiers-monde [5]. Secrètement, il participe à la constitution d'un groupe de réflexion qui présente un rapport au candidat à la présidence, Richard Nixon, sur la manière de renforcer les actions secrètes de la CIA [6].

En 1969-70, Henry Kissinger, qui apprécie son goût pour les actions secrètes, le fait nommer à la Commission présidentielle pour le développement international [7]. Il préconise un jeu dialectique entre le département d'État et les multinationales : le premier devra exercer des pressions sur les pays en voie de développement pour qu'ils adoptent des législations libérales et renoncent aux nationalisations, tandis que les secondes devront faire profiter le département d'État de la connaissance qu'elles ont des pays où elles sont implantées [8].

Il rejoint alors le Wilson Center et crée la revue *Foreign Policy*. En 1974, Henry Kissinger le fait nommer à la Commission des relations USA-Amérique latine. Il participe activement à la mise en place des régimes des généraux Augusto Pinochet au Chili et Jorge Rafael Videla en Argentine. Il teste pour la première fois son modèle social et prouve qu'une économie dérégulée est compatible avec une dictature militaire. Parallèlement, son ami Zbigniew Brzezinski le fait entrer dans un cercle privé, la Commission trilatérale. Il y rédige un rapport, *La Crise de la démocratie* [9] dans lequel il se prononce pour une société plus élitiste, où l'accès aux universités serait raréfié et la liberté de la presse contrôlée.

Alors que les membres des administrations Nixon et Ford sont renvoyés par Jimmy Carter et que les États-Unis renversent leur politique en Amérique latine, Huntington est repêché par son ami Brzezinski, devenu conseiller national de sécurité. Du coup, il reste à la Maison-Blanche et devient coordinateur de la planification au Conseil. C'est à cette période qu'il commence à collaborer étroitement avec Bernard Lewis et qu'il conçoit la nécessité de dominer d'abord les zones pétrolières de l'arc d'instabilité avant de pouvoir attaquer la Chine communiste. Ça ne s'appelle pas encore le clash des

civilisations, mais ça y ressemble.

Mais le professeur Samuel Huntington doit faire face à un bien pénible scandale. On révèle qu'il est appointé par la CIA pour publier des articles dans des revues universitaires justifiant le recours à l'action secrète pour maintenir l'ordre dans les pays où des dictateurs amis décèdent soudainement. Cet épisode oublié, **Frank Carlucci** le nomme à la Commission conjointe du Conseil de sécurité nationale et du département de la Défense pour la stratégie intégrée à long terme [10]. Son rapport servira de justification au programme de « *guerre des étoiles* ».

Le professeur Huntington est aujourd'hui administrateur de la Maison de la liberté (Freedom House), une association anti-communiste présidée par l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey.

Jérusalem et La Mecque

La théorie de la guerre des civilisations se cristallise sur les questions religieuses. Le contrôle judéo-chrétien de Jérusalem est un talisman nécessaire à la victoire globale. Si l'Occident perdait la ville sainte, il perdrait la force pour accomplir sa destinée manifeste, sa mission divine. Réciproquement, si les musulmans perdaient le contrôle de La Mecque, leur religion se déliterait. Bien sûr, tout ça n'est pas très rationnel, mais ces superstitions sont omniprésentes dans les médias populaires états-uniens. Elles s'inscrivent aussi dans un discours politique structuré.



Laurent Murawiec

Le 10 juillet 2002, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz ont convoqué la réunion trimestrielle du Comité consultatif de la politique de Défense [11]. Seule une douzaine de membres est présente. On y écoute un exposé d'un expert français de la Rand Corporation, Laurent Murawiec : *Mettre les Séoud hors d'Arabie*. La conférence se déroule en trois parties et vingt-quatre diapositives. Dans un premier temps, Murawiec reprend les théories de Bernard Lewis : le monde arabe traverse une crise depuis deux siècles. Il a été incapable de réaliser aussi bien sa révolution industrielle que sa révolution numérique. Cet échec suscite une frustration qui se transforme en rage anti-occidentale. D'autant que les Arabes ne savent pas débattre car dans leur culture la violence est la seule forme de politique. De ce point de vue, les attentats du 11 septembre ne sont que l'expression symptomatique de leur débordement.

Dans un second temps, Murawiec décrit la famille royale saoudienne comme dépassée apr les événements. Elle a développé dans le monde le wahhabisme aussi bien pour lutter contre le communisme que contre la révolution iranienne, mais aujourd'hui, elle est débordée par ce qu'elle a créé.

Enfin, le conférencier propose une stratégie : les Saoud détiennent à la fois le pétrole (nous y voilà), les pétrodollars et la garde des lieux saints. Ils sont le pilier central et unique autour duquel s'organise le monde arabo-musulman. En se débarrassant d'eux, les Etats-Unis peuvent récupérer le pétrole dont ils ont besoin pour leur économie, l'argent provenant du pétrole qu'ils ont eu tort de payer par le passé, et surtout les lieux saints, donc le contrôle de la religion

musulmane. Et lorsque l'islam se sera effondré, Israël pourra annexer l'Égypte.

Laurent Murawiec a été consultant auprès du ministre français de la Défense, Jean-Pierre Chevènement et chargé de cours à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) [12]. Conseiller de Lyndon LaRouche pendant plusieurs années, il le quitte brusquement et rejoint les néo-conservateurs. Il est aujourd'hui expert au Hudson Institute de Richard Perle et collabore au Middle East Forum de Daniel Pipes.

Cette réunion a fait grand bruit. L'ambassadeur d'Arabie saoudite a demandé des explications et M. Perle, organisateur de cette réunion, a été prié de se faire plus discret quelques temps et M. Murawiec a été invité à quitter la Rand Corporation. Quoi qu'il en soit cette réunion avait été convoquée par Rumsfeld et Wolfowitz en pleine connaissance de cause. Il s'agissait seulement de tester jusqu'où le Pentagone peut aller.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] Nous distinguons ici la République française, en tant qu'idée, de la France, en tant qu'État-nation.

[2] « The Roots of Muslim Rage » par Bernard Lewis, *Atlantic Monthly*, septembre 1990.

[3] « The Clash of Civilizations ? » et « The West Unique, Not Universal », *Foreign Affairs*, 1993 et 1996 ; *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, 1996.

[4] *The Soldier and the State* par Samuel Huntington, Harvard University Press, 1957

[5] *Political Order in Changing Societies* par Samuel Huntington, Yale University Press, 1968.

[6] Ce groupe comprenait Francis M. Baton, Richard M. Bissell Jr, Roger D. Fisher, Samuel Huntington, Lyman Kirkpatrick, Henry Loomis, Max Milliken, Lucian W. Pye, Edwin O. Reischauer, Adam Yarmolinsky et Franklin A. Lindsay.

[7] Presidential Task Force on International Development, présidée par Rudolph Peterson.

[8] *The United States in Changing World Economy*, US Government Printing Office, 1971.

[9] *The Crisis of Democracy* par Crozier, Huntington et Watanuki, New York Press University, 1975.

[10] Commission on Integrated Long-Term Strategy. Elle comprend Charles M. Herzfeld, Fred C. Iklé, Albert J. Wohlstetter, Anne Armstrong, Zbigniew Brzezinski, William P. Clark, W. Graham Clayton, Jr, général Andrew J. Goodpaster, amiral James L. Holloway III, Samuel P. Huntington, Henry A. Kissinger, Joshua Lederberg, et les généraux Bernard A. Schriever et John W. Vessey.

[11] Présidé par Richard Perle, le Defense Policy Board Advisory Committee comprend Kenneth Adelman, Richard V. Allen, Martin Anderson, Gary S. Becker, Barry M. Blechman, Harold Brown, Eliot Cohen, Devon Cross, Ronald Fogleman, Thomas S. Foley, Tillie K. Fowler, Newt Gingrich, Gerald Hillman, Charles A. Horner, Fred C. Ikle, David Jeremiah, Henry Kissinger, William Owens, J. Danforth Quayle, Henry S. Rowen, James R. Schlesinger, Jack Sheehan, Kiron Skinner, Walter B. Slocombe, Hal Sonnenfeldt, Terry Teague, Ruth Wedgwood, Chris Williams, Pete Wilson et R. James Woolsey, Jr.

[12] Créé à la Libération sous l'impulsion de la CIA, l'EHESS devait contrebalancer le CNRS influencé par les communistes. Aujourd'hui encore, cette École est largement financée par la Fondation franco-américaine.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Nouvel habillage de la politique impériale

Analyse

Le représentant républicain du Texas, Mac Thornberry se navre dans le *Washington Times* de la perte d'unité de la vision états-unienne du monde. Durant la Guerre froide, il existait un consensus entre républicains et démocrates en faveur de l'endiguement du bloc communiste. Mais depuis l'effondrement de cet adversaire, les élites états-uniennes peineraient à retrouver une unité de vue, y compris à l'intérieur des deux grands partis. Thornberry propose donc de s'appuyer sur les théories de Thomas Barnett, professeur à l'US Navy War College. Ce dernier offre dans son livre *The Pentagon's New Map* une analyse mettant au goût du jour les vieux clichés sur le commerce et la démocratie comme facteur de pacification des nations en y substituant les télécommunications. Pour lui, le monde se divise entre le monde « connecté » et le monde « déconnecté », c'est-à-dire celui qui ne participe pas pleinement à l'économie globalisée (à qui il donne les sobriquets de « noyau » et de « gouffre »). L'objectif des États-Unis doit donc être l'incorporation de ces pays dans le monde globalisé, y compris par la force. Présentée comme nouvelle, cette théorie n'est qu'un nouvel habillage de la traditionnelle politique impériale états-unienne qui, quoi qu'en dise M. Thornberry fait bien consensus dans les élites états-uniennes comme en témoigne la campagne présidentielle ne portant que sur les moyens à mettre en oeuvre. Une part de cette politique impériale passe par le contrôle des ressources énergétiques et ce d'autant plus que nous voyons apparaître les premiers signes d'une pénurie pétrolière. C'est ce que démontre l'expert Matthew Simmons dans une interview accordée au *Figaro*. Les chiffres fournis par l'Arabie saoudite sur ses réserves pétrolières et sur sa capacité d'accroissement de sa production ne tiennent pas la route et ne sont étayés par aucune preuve scientifique. On arrive donc vraisemblablement au tant redouté « pic pétrolier » qui annonce le déclin

de la production pétrolière alors que la demande ne cesse de croître. On peut conclure de ses déclarations que cela fait 20 ans que Riyad ment sur ses réserves pétrolières, bernant le reste du monde alors que les États-Unis s'assuraient le contrôle des réserves les plus riches.

La diminution de la production pétrolière ne touche pas que l'Arabie saoudite puisque le 28 mai dernier, l'ancien ministre de l'Énergie indonésien Ginandjar Kartasamita, a demandé à son pays de quitter l'OPEP, dont il assure pourtant la présidence tournante car celui-ci est devenu importateur net de pétrole et n'arrive pas à remplir ses quotas de production. Cette question devra être tranchée par le prochain président indonésien qui sera élu le 5 juillet prochain. L'ancien diplomate australien, Richard Woolcott, membre du très influent lobby pro-Djakarta qui a soutenu la dictature de Suharto, tente de rassurer les lecteurs de *The Age* concernant l'élection possible du général Wiranto, l'un des trois favoris de l'élection. Selon M. Woolcott, les accusations concernant son implication dans les massacres au Timor Oriental sont le fruit de manœuvres politiques et, quoi qu'il en soit, il faudra respecter le choix démocratique des Indonésiens et améliorer les relations de l'Australie avec ce pays. M. Woolcott oublie de préciser que le général Wiranto est un intime de l'ancien président Suharto dont il a été le conseiller militaire.

L'ancien ministre britannique John Denham répond dans le *Guardian* à l'appel lancé dans le même quotidien par George Galloway demandant de punir, lors de l'élection européenne, la politique irakienne du gouvernement Blair. Bien qu'il ait démissionné du gouvernement britannique en mars 2003 pour manifester son opposition à la guerre, il estime qu'il ne faut pas sanctionner le *New Labour* et qu'il faut se souvenir des avancées sociales que ce parti a permis. Il tente de convaincre les derniers réticents en affirmant que si les députés travaillistes britanniques au Parlement européen ne sont pas réélus, le parti ne changera pas de l'intérieur. On ne se souvient pourtant pas spécialement que les députés européens britanniques se soient particulièrement illustrés dans l'opposition à la politique néo-coloniale de Blair et on ne voit pas pourquoi la politique des travaillistes changerait s'ils ne sont pas sanctionnés.

Enfin, Kenneth Roth d'Human Right Watch demande au Conseil de Sécurité de l'ONU dans l'*International Herald Tribune* de se saisir de la question du Darfour et de condamner le gouvernement de Khartoum nommément. Selon lui, il s'agirait du seul moyen d'arrêter le nettoyage ethnique en cours. Comme les autres analystes s'exprimant sur cette question, il s'abstient malheureusement de donner toute précision sur les raisons de la crise au Darfour.

Réseau Voltaire

Mac Thornberry



Mac Thornberry est un représentant états-unien républicain du Texas. Il est membre de la Commission des forces armées et préside la sous-commission pour la sécurité de la patrie sur les questions de cyber-sécurité.

« Repensez la stratégie »

Source : Washington Times

Référence : « Rethinking strategy », par Mac Thornberry, *Washington Times*, 3 juin 2004.

Un des plus remarquables aspects de la politique américaine pendant la Guerre froide a été la constance de la vision politique des États-Unis. Les alternances politiques n'ont pas remis en cause la stratégie de l'endiguement et la population l'a soutenue. Ces concepts stratégiques partagés manquent depuis 1991 et les deux partis se battent dans leurs propres rangs pour décider d'une nouvelle vision dont découleraient nos politiques militaires, économiques, diplomatiques et stratégiques.

Tout le monde s'accorde sur l'objectif de vaincre les terroristes mais il ne s'agit pas d'une vision du monde. Nous avons besoin d'une vision bipartisans commune et c'est ce que propose Tom Barnett dans son livre *The Pentagon New Map*. Dans ce livre, l'auteur divise le monde en deux : le « noyau », qui regroupe toutes les nations stables de la planète, et le « gouffre », le reste du monde, là où le terrorisme se développe et où les États-Unis ont majoritairement dû intervenir depuis 1991. La principale différence entre ces deux mondes car la haine dans ces pays naît de l'isolation.

Il faut donc développer le commerce, combattre le protectionnisme et promouvoir cet aspect dans nos politiques humanitaires. Nous avons besoin de deux types d'armée : une disposant de haute technologie létale et une chargée de stabiliser les pays du " gouffre ". Il faut aussi réformer l'État pour l'orienter en entier vers cet objectif.

Matthew Simmons



Expert reconnu dans les questions pétrolières, Matthew Simmons est président de Simmons & Company International,

« Les Saoudiens s'illusionnent sur leurs réserves »

Source : Le Figaro

Référence : « Les Saoudiens s'illusionnent sur leurs réserves », par Matthew Simmons, *Le Figaro*, 3 juin 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Les Saoudiens dominent l'OPEP mais je ne suis pas sûr qu'ils soient capables d'augmenter la production de brut autant qu'ils le disent. Je me suis toujours demandé où ils cachaient les deux à trois millions de barils de pétrole par jour de leur prétendue capacité supplémentaire de production. Je suis très inquiet pour l'approvisionnement énergétique mondial et nous sommes très près d'une

une banque d'investissement de Houston spécialisée dans l'énergie. Il est membre du Council on Foreign Relations et a conseillé la commission Cheney Energy Task Force.

crise majeure. Il est hors de question de se contenter de faire confiance aux déclarations saoudiennes qui de toute façon ne pèsent pas lourd car nous manquons de moyens de transports pour répondre à la demande.

Aujourd'hui, la demande pétrolière explose et nous sommes peut-être au sommet de la production mondiale. Le taux de déclin des puits de pétrole est aujourd'hui de 25 à 30 % par ans mais on ignore exactement à quelle vitesse se vident les champs pétrolifères géants du Moyen-Orient. Les champs saoudiens sont les plus fournis au monde mais ils sont vieux et l'Arabie saoudite accroît sans cesse les chiffres sur ses réserves pétrolières alors qu'elle ne trouve pas de nouveaux gisements. J'ai récemment pu constater de visu que le brut extrait en Arabie saoudite contient de l'eau, et l'eau dans un gisement, c'est le début de la fin.

En août 1990, les Saoudiens ont prouvé qu'ils avaient de la marge mais je ne crois plus trop à leur capacité inutilisée. S'ils en ont vraiment, comme ils l'affirment, ils pourraient produire deux millions de barils par jour de plus, mais il s'agirait sans doute de pétrole lourd et on manque de raffineries capables de les traiter. On ne peut pas non plus compter sur les Russes pour suppléer l'offre saoudienne car ils n'ont pas de marges de manœuvre pour accroître leurs exportations.

Richard Woolcott



Richard Woolcott est ancien ambassadeur d'Australie en Indonésie (1975-78) et ancien président de l'Australia-Indonesia Institute (1992-1998).

« Peut-on vraiment avoir un président Wiranto ? »

Source : The Age

Référence : « Could it really be President Wiranto ? », par Richard Woolcott, *The Age*, 3 juin 2004.

La transition démocratique en Indonésie, le quatrième pays le plus peuplé du monde et le pays musulman le plus peuplé du monde, est un moment important pour l'Asie et une transition réussie démontrerait que la démocratie peut prendre pied dans un pays musulman. La prochaine étape de ces processus est l'élection d'un président et d'un vice-président le 5 juillet 2004 et il est curieux que cet événement majeur pour l'Australie soit masqué dans nos médias par le désastre irakien lointain.

Difficile de faire un pronostic mais je pense qu'aucun des cinq candidats n'aura la majorité absolue et seuls trois candidats ont une chance de remporter l'élection : la présidente sortante Megawati Soekarnoputri, l'ex-général Susilo Bambang Yudhoyono (connu sous le sobriquet de SBY) et, plus controversé, l'ex-général Wiranto. Beaucoup d'observateurs à Jakarta pensent que Megawati ne pourra pas gagner cette élection mais elle conserve des soutiens dans l'électorat. SBY ne bénéficie pas du soutien d'un grand parti national bien qu'il soit le plus populaire en Australie. Dans ces conditions, il est possible que l'ex-général Wiranto puisse gagner l'élection car il bénéficie du soutien d'un grand parti national, il est plus populaire que SBY et qu'en Indonésie son inculpation pour les exactions commises au Timor oriental est vue comme une manœuvre politique.

Beaucoup d'australien s'inquiètent de sa possible victoire mais il faut noter que beaucoup d'indonésien s'inquiètent d'une éventuelle victoire de John Howard en Australie. Il faut que chacun des peuples respecte les choix démocratiques faits dans l'autre pays et que l'Australie et l'Indonésie se rapprochent, ce qui semble être l'intention des trois candidats favoris.

John Denham



John Denham est député travailliste britannique de Southampton. Il a été ministre délégué au ministère de l'Intérieur jusqu'à sa démission en mars 2003 pour manifester son opposition à la Guerre d'Irak.

« Des protestations mal orientées sont trop destructrices »

Source : The Guardian

Référence : « Ill-focused protest is too destructive », par John Denham, *The Guardian*, 3 juin 2004.

La colère est une force motrice en politique mais elle est rarement bonne conseillère. Un an après avoir quitté le gouvernement je crois toujours que la Guerre d'Irak a été une erreur grave mais cela ne m'empêche pas aujourd'hui de faire campagne pour le *New Labour* en vue de l'élection européenne. Je pense que le vote protestataire, tel qu'il est préconisé par George Galloway, est contre-productif.

Un vote d'opposition au parti travailliste lors de cette élection ne changera pas la situation en Irak car ce sera quels que soient les résultats un gouvernement travailliste qui continuera à agir avec les Irakiens pour réparer le mal qui a été fait. Ceux qui veulent punir **Tony Blair** à cause de la guerre ne doivent pas oublier les avancées qu'a permis ce gouvernement sur les questions hospitalières, sociales et scolaires contre l'avis des conservateurs et des libéraux. Malgré la guerre, ce gouvernement a réussi des changements dans notre société que je ne pensais pas possibles. La situation en Irak demande une politique avisée, pas un vote protestataire le 10 juin. Les députés européens travaillistes méritent de conserver leur siège et le *New Labour* a besoin qu'ils restent en poste pour évoluer.

Kenneth Roth



Kenneth Roth est directeur exécutif de Human Right Watch.

« Appliquez la loi aux tueurs de Khartoum »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Lay down the law to the killers of Khartoum », par Kenneth Roth, *International Herald Tribune*, 3 juin 2004.

Quand les ministres des Affaires étrangères des plus grands pays se retrouveront aujourd'hui à Genève pour parler du Darfour et de ses horreurs, ils devront clairement demander au gouvernement du Soudan d'arrêter le nettoyage ethnique. Le public sait peu de choses des exactions de Khartoum car le Soudan ne laisse pas accéder les travailleurs humanitaires et les journalistes dans la région et il est particulièrement dangereux d'y accéder en passant par le Tchad. Pourtant, la crise est aussi grave, si ce n'est plus, que celle de Bosnie en 1993.

Lors de la conférence de Genève, les ministres des Affaires étrangères doivent s'engager à fournir des ressources généreuses pour répondre aux besoins humanitaires et envoyer des inspecteurs des Droits de l'homme. Il faut qu'ils exigent un accès sans limite au Darfour et que le coordinateur humanitaire de l'ONU puisse prendre ses fonctions. Il faut s'assurer que les programmes humanitaires ne favorisent pas le nettoyage ethnique par inadvertance. Ils ne doivent pas s'arrêter là et il faut faire cesser les crimes contre la population civile.

Il ne faut pas compter sur le gouvernement soudanais pour cela car il soutient les milices et il faut donc exercer de fortes pressions internationales pour qu'il fasse cesser les exactions des milices et que les déplacés puissent rentrer chez eux. Le Conseil de sécurité doit prendre des mesures et aller plus loin qu'une simple condamnation des crimes sans accuser quiconque. Cette condamnation a eu si peu d'impact que le lendemain l'aviation soudanaise faisait bombarder un village du Darfour un jour de marché et 3000 miliciens arpentent encore la région. Leurs atrocités bafouent le cessez-le-feu signé le 8 avril 2004. L'Union africaine fait son possible pour faire respecter ce cessez-le-feu mais elle n'a pas mandat pour arrêter le nettoyage ethnique.

Le Conseil de sécurité craint de faire échouer les négociations dans le Sud en attaquant Khartoum sur le Darfour, mais peut-on estimer qu'il s'agit d'un partenaire fiable vu sa conduite à l'Ouest ? Le Conseil de Sécurité doit adopter une résolution demandant fermement la fin du nettoyage ethnique.